



**Déclaration de B Lab concernant les sujets de controverse :
Cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales, des services de conseil fiscal et des
contentieux fiscal en cours en vue de la certification B Corp**

Le présent document présente le cadre de B Lab pour l'évaluation des stratégies fiscales qui satisfont aux exigences de la certification B Corp, ainsi que des questions fiscales actuelles et nouvelles qui rentrent dans le champ d'application de ce cadre et qui ont été examinées par le Conseil consultatif sur les Normes, comme les services de conseil fiscal et les contentieux fiscaux en cours.

Le contenu de ce document a été divisé en plusieurs sous-sections :

- **Cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales** : présentation du cadre d'évaluation des stratégies fiscales des entreprises qui satisfont aux exigences de la certification B Corp, et justification de la nécessité de ce cadre.
- **Cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales et des services de conseil fiscal** : *mis à jour en avril 2020* pour intégrer une décision du Conseil consultatif sur les Normes qui prévoit des orientations spécifiques sur le rôle des services de conseil fiscal relevant du champ d'application de cette décision.
- **Orientations pour l'application du cadre de stratégie fiscale** : des conseils détaillés à l'intention des entreprises qui appliquent le cadre de stratégie fiscale, ainsi que des exemples d'actions d'entreprises susceptibles de faire l'objet d'un examen plus approfondi.
- **Orientations pour l'application du cadre de conseil fiscal** : Précisions sur les exigences supplémentaires fixées par le Conseil consultatif sur les Normes pour les entreprises qui offrent des services de conseil fiscal afin d'être éligibles à la certification B Corp.
- **Orientations pour les entreprises impliquées dans un contentieux fiscal en cours** : *mises à jour en mai 2021* pour tenir compte de la décision du Conseil consultatif sur les Normes apportant des conseils spécifiques aux entreprises impliquées dans des contentieux fiscal importants (>5 % du chiffre d'affaires annuel), ainsi qu'une synthèse des risques associés, des meilleures pratiques et une justification de la décision.
- **Autres cadres possibles** : une présentation des alternatives à prendre en considération et la justification de leur exclusion.
- **Conclusion et invitation** : une invitation au débat public pour affiner ce cadre à terme.

La nécessité d'un cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales

Les entreprises apportent de la valeur à la société, indépendamment des impôts qu'elles paient. Elles créent des emplois, notamment des emplois de haute qualité qui confèrent une dignité, un salaire décent et des avantages sociaux qui permettent de subvenir aux besoins d'une famille, ainsi que la possibilité de s'épanouir et de se constituer un patrimoine pour une sécurité à long terme. Elles permettent d'accéder aux biens et services de base et à ceux qui améliorent notre qualité de vie.

Malgré ces nombreux avantages qu'elles apportent à la société, les entreprises ont l'obligation de payer leur part d'impôts. Elles exercent effectivement leur activité dans le contexte de la société ; leur rôle est de servir la société, et non l'inverse. De même, des entreprises saines ne peuvent exister à long terme que dans une société saine. Pour être saine, une société dépend des dépenses publiques que les impôts rendent possibles. Ces dépenses publiques profitent aux entreprises de manière directe et indirecte.¹

Au même titre que certaines personnes et organisations pensent que l'externalisation de la production à l'étranger est inacceptable, d'autres estimeront certainement inacceptable une stratégie de gestion fiscale qui entraînerait une réduction de l'impôt sur les sociétés par la comptabilisation de revenus provenant de juridictions à faible taux d'imposition. Ce raisonnement est tout à fait valable.

Un esprit critique pourrait faire valoir qu'une entreprise peut gérer ses activités sans faire transiter ses revenus par un marché à faible fiscalité et que, par conséquent, les arguments en faveur de l'implantation d'activités dans une autre juridiction ne sont qu'une couverture pour se soustraire aux impôts. B Lab reconnaît qu'il s'agit d'une question délicate qui n'a pas de réponse toute faite. B Lab considère que cette analyse ne tient pas compte des choix commerciaux légitimes et estime que ces choix commerciaux se distinguent clairement des stratégies d'évitement fiscal plus discutables mises en œuvre par de nombreuses entreprises.

Compte tenu de ces complexités, un débat public s'avère indispensable au sujet des niveaux d'imposition appropriés et des sources et usages des recettes fiscales, ainsi que sur les stratégies fiscales qu'une entreprise peut utiliser tout en remplissant les obligations de son contrat social au vue de son statut international. En tant qu'organisme mondial à but non lucratif de certification des entreprises affichant des normes plus élevées en matière d'impact social et environnemental global positif, B Lab estime qu'il

¹ À titre d'exemple, aux États-Unis, les dépenses publiques fédérales couvrent les soins de santé pour les personnes âgées et les personnes en situation de pauvreté (25 % pour Medicare et Medicaid), la sécurité sociale (24 %), la sécurité du revenu (20 %), la défense nationale (18 %), les intérêts de la dette nationale (6 %), les transports tels que les autoroutes et les ponts (3 %) et l'éducation publique (1 %). Source : Heritage Foundation, Dépenses fédérales des États-Unis en 2013. Aux États-Unis, les dépenses publiques des États et des collectivités locales couvrent les soins de santé (21 %), l'éducation (28 %), la protection sociale (8 %), les transports (8 %), les pensions (8 %) et la protection (7 %). Source : usgovernmentspending.com, Dépenses des États et des collectivités locales pour l'exercice 2016 aux États-Unis.

est essentiel de prendre en compte les stratégies utilisées par une entreprise pour gérer sa charge fiscale afin de déterminer si elle a satisfait aux exigences de la certification.²

De même, étant donné que les sociétés de conseil fiscal sont impliquées dans l'interprétation et l'application des lois fiscales tout en conseillant leurs clients sur les questions fiscales, elles jouent un rôle important, soit en contribuant à l'évasion fiscale, soit en la prévenant, sur la base des conseils qu'elles donnent, et devraient donc être incluses dans le débat public consacré aux niveaux d'imposition qui conviennent.

Un cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales et des services de conseil fiscal en vue de la certification

Il est attendu d'un cadre d'évaluation des stratégies fiscales pour la certification qu'il traduise à la fois le rôle que jouent les impôts dans la contribution à une société saine et la valeur que les entreprises retirent de cette dernière. Le cadre de travail de B Lab pour l'évaluation des stratégies fiscales de certification se présente comme suit et sera amené à évoluer dans le temps :

L'évaluation d'une stratégie fiscale pour la certification B Corp doit déterminer si 1) le montant global des impôts payés historiquement correspond au montant réel des revenus générés par l'entreprise ; et 2) le montant des impôts payés historiquement dans chaque juridiction correspond aux opérations réelles de l'entreprise au sein de cette juridiction.

Les entreprises du secteur du conseil fiscal peuvent prétendre à la certification B Corp si elles sont en mesure de confirmer que leur philosophie fiscale, appliquée pour la prestation de services et la formulation de recommandations aux clients, est conforme aux principes spécifiques à l'entreprise énumérés dans ce cadre, à savoir : 1) les conseils fiscaux fournis correspondent au montant réel des revenus générés à terme par le client ; et 2) les conseils fiscaux fournis à un client pour une juridiction donnée correspondent aux activités réelles du client dans cette juridiction.

Guide d'application du cadre - Entreprises

Il s'agit d'un cadre, et non d'une grille d'évaluation prescriptive ou spécifique, pour l'évaluation des stratégies fiscales en vue de la certification. Un certain degré de jugement est donc nécessaire pour appliquer ce cadre d'une manière significative et pratique.

² La question de la fiscalité figure dans le Formulaire lié aux exigences de transparences de B Lab ; il s'agit d'un filtre de sélection utilisé par B Lab dans le cadre de son processus de certification B Corp pour détecter si les entreprises ont recours à certaines stratégies pour échapper au paiement de leur juste part d'impôts. La section DQ (DQ2.1) correspond à un questionnaire vrai/faux : *Entreprise n'ayant pas procédé à une optimisation fiscale grâce à des sociétés écrans ou procédés similaires*. Bien qu'une réponse négative à la question ne signifie pas pour autant qu'une entreprise ne paie pas sa part d'impôts, elle déclenche un examen plus approfondi par le personnel de B Lab et, si cela est jugé déterminant, par le Conseil consultatif sur les Normes indépendant de B Lab, et peut donner lieu à une demande de transparence supplémentaire, de correction ou à un refus de certification ou de recertification.

Fait important, ce cadre n'interdit pas à une entreprise de gérer ses paiements d'impôts et de les réduire éventuellement, mais permet plutôt à B Lab de juger en connaissance de cause si la gestion fiscale de l'entreprise répond aux exigences de la certification B Corp. Bon nombre de stratégies de gestion fiscale existantes peuvent entrer en compte dans les paramètres de la certification, notamment le recours à des sociétés écrans ou la vente de la propriété intellectuelle à une filiale étrangère. Au lieu de fonder l'évaluation de B Lab sur les méthodes de la stratégie, l'approche de B Lab se concentre plutôt sur le résultat, à savoir si la stratégie garantit que les impôts payés au fil du temps sont représentatifs du chiffre d'affaire et des activités réels de l'entreprise dans chaque juridiction. Ce dernier point peut être étudié à travers l'examen des sources et des origines actuelles des revenus, des dépenses d'exploitation et/ou de la main-d'œuvre, ainsi que des projections futures de l'entreprise.

Étant donné que les entreprises fluctuent constamment, tant en termes de stratégie que d'échelle, il est difficile pour une organisation de gérer ses impôts de manière à ce que les paiements reflètent parfaitement les opérations en cours. Par conséquent, il est important de considérer les paiements d'impôts dans une fourchette plutôt que comme un nombre défini. Cette fourchette peut inclure les opérations actuelles et passées, ainsi que les projections futures.

Du fait de la complexité de nombreuses stratégies fiscales et de l'évaluation de leurs résultats, B Lab ne peut prétendre définir toutes les stratégies fiscales qui qualifieraient ou disqualifieraient une entreprise pour la certification. Cependant, certaines stratégies sont évidentes et nécessitent un examen plus approfondi, notamment les suivantes :

- Le recours à une « inversion d'entreprise », qui consiste à transférer le domicile légal d'une société dans une juridiction à faible taux d'imposition ou à taux d'imposition nul, tandis que les opérations matérielles restent dans le pays d'origine à taux d'imposition plus élevé ;
- Le recours à une stratégie fiscale de type « double irlandais », qui permet aux entreprises de n'être imposées nulle part ;
- Le recours à une « patent box » (boîte à brevets) ou à une autre méthode de transfert de la propriété intellectuelle vers une juridiction à faible taux d'imposition ou sans impôt et la rétrocession de la propriété intellectuelle sous licence afin de réduire ou d'éliminer les impôts locaux ; ou
- Le recours à plusieurs entités ou structures fictives pour réduire ou minimiser les impôts.

À continuation figure un exemple de stratégie fiscale qui, lors de l'évaluation pour la certification B Corp, ne pourrait être validée par le Conseil consultatif sur les Normes de B Lab :

L'entreprise X opère dans le pays A, elle y réalise 99 % de son chiffre d'affaires et la totalité de son personnel est présent sur place. Conformément à toutes les lois et réglementations applicables et aux principes comptables généralement acceptés, l'entreprise a créé une entité dans le pays B, une juridiction dont le taux d'imposition est nettement inférieur à celui du pays A, par l'intermédiaire de laquelle l'ensemble de son chiffre d'affaires, et donc de ses bénéficiaires, transitera d'un point de vue comptable, mais où presque aucun de ses employés ne se trouve ni

aucun de ses revenus n'est généré. En conséquence, l'entreprise paie la totalité des impôts sur les sociétés dans le pays B au taux le plus bas.

Guide d'application du cadre - Services de conseil fiscal

Au regard de la difficulté d'appliquer les orientations mentionnées précédemment aux stratégies fiscales spécifiques à une entreprise, ainsi que de la complexité de l'évaluation des stratégies fiscales spécifiques appliquées par tous les clients d'un conseiller fiscal, les entreprises qui fournissent des services de conseil fiscal sont tenues de présenter :

(a) une déclaration sur les principes fiscaux transparente et accessible au public, qui indique explicitement et confirme la conformité aux principes contenus dans le présent cadre que les impôts acquittés historiquement par leurs clients sont représentatifs du chiffre d'affaires et des activités réels de l'entreprise dans chaque juridiction. Cette déclaration implique également la reconnaissance du fait que leur propre engagement auprès des gouvernements et des régulateurs fiscaux doit également être conforme aux principes précédemment mentionnés.

(b) un processus établi pour gérer et maintenir la conformité de leurs services, de leurs recommandations et de l'engagement du gouvernement et des autorités de réglementation fiscale avec leurs principes fiscaux.

(c) une déclaration positive dans la déclaration de transparence du profil B Corp de l'entreprise selon laquelle les principes et pratiques de l'entreprise sont conformes au cadre de B Lab.

Conseils aux entreprises impliquées dans des contentieux fiscal importants (> 5 % du chiffre d'affaires annuel) en cours

En dehors des stratégies et structures fiscales spécifiques, de nombreuses entreprises sont impliquées dans un nombre important de contentieux liés à leurs pratiques fiscales. Néanmoins, en raison du nombre élevé de contentieux en cours sur certains marchés, il est difficile de déterminer si les entreprises sont engagées dans des pratiques problématiques spécifiques destinées à contourner une fiscalité équitable. Ces pratiques doivent donc être évaluées spécifiquement dans le cadre de l'éligibilité d'une entreprise à la certification.

Compte tenu de ces contentieux, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes indépendant ont pris la décision suivante concernant leur éligibilité à la certification B Corp :

Les entreprises qui sont confrontées à un contentieux fiscal en cours qui représente plus de 5 % de leur chiffre d'affaires annuel sont tenues d'inclure une déclaration de transparence fiscale conforme aux exigences de référence pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 5 milliards de dollars US dans leur profil B Corp. Cette déclaration détaillera la stratégie de l'entreprise en matière de contentieux et de différends fiscaux, ainsi que son approche du risque et de la conformité en matière de fiscalité, ainsi que les sujets de contentieux les plus importants liés à la fiscalité. L'entreprise devra également démontrer que le personnel de son service fiscal et

des autres services concernés par les contentieux fiscal reçoit une formation régulière sur les implications éthiques et l'impact des pratiques fiscales responsables.

Systèmes fiscaux complexes et contentieux fiscaux, risques associés et meilleures pratiques

La complexité des systèmes fiscaux peut être source de confusion pour les entreprises quant aux impôts applicables à leurs activités, ce qui peut entraîner une série de contentieux liés à l'interprétation de certaines lois fiscales.³⁴ Les services fiscaux sont alors chargés de contrer les réclamations pour tenter de réduire le montant de l'impôt que leur entreprise doit payer, normalement dans le but de remplir leur obligation de maximiser les bénéfices et les dividendes pour les actionnaires. Par conséquent, la fiscalité est considérée comme une question très litigieuse et il est fréquent d'être impliqué dans de nombreux procès fiscaux sur ces marchés.

Selon les experts, cette approche de la fiscalité reflète non seulement la complexité du système fiscal, mais aussi l'idée que l'impôt est une charge, plutôt qu'une contribution nécessaire à la société. Si le recours à des contentieux fiscaux n'est pas forcément le signe d'un comportement illégal ou contraire à l'éthique, il peut néanmoins indiquer que l'entreprise profite des lacunes et des ambiguïtés de la législation locale et fédérale pour contester les impôts en faisant valoir que la législation n'est pas claire.⁵ Un grand nombre d'entreprises emploie des services fiscaux hautement qualifiés, qui maîtrisent les pratiques visant à réduire les pertes de revenus par le biais de l'impôt, mais ne disposent souvent pas des compétences nécessaires pour comprendre les considérations éthiques liées au paiement des impôts dus et les avantages que l'impôt apporte au développement de la société dans laquelle elles opèrent.

Par conséquent, la transparence est considérée comme le principal moteur des bonnes pratiques en matière de contentieux fiscal, les entreprises pouvant divulguer leur approche des contentieux fiscaux.^{6,7} Cependant, cette confiance dans la transparence peut permettre aux entreprises de s'en remettre aux meilleures pratiques législatives plutôt que de considérer ce qui est le mieux pour leurs parties prenantes. Il est donc également important pour les entreprises de prendre en compte les implications éthiques de leurs pratiques fiscales et de proposer une formation sur ce sujet aux services fiscaux.

³ <https://www.internationaltaxreview.com/article/b1f7n98fwrn4lj/the-challenges-of-tax-compliance-in-brazil>

⁴

<https://www.internationaltaxreview.com/article/b1f7n98fwrn4lj/the-challenges-of-tax-compliance-in-brazil#:~:text=According%20to%20the%20World%20Bank,other%20criteria%20such%20as%20number>

⁵

<https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/2-624-3925?navId=2FE3A9A155524451B6837E07CAB08607&comp=pluk&transitionType=Default&contextData=%28sc.Default%29>

⁶ Lors des entretiens avec les parties prenantes, les experts en contentieux fiscal ont tous mentionné la transparence comme un élément clé des pratiques fiscales responsables.

⁷ https://www.ey.com/en_gl/tax-transparency-disclosure

⁸ <https://bteam.org/assets/reports/A-New-Bar-for-Responsible-Tax.pdf>

Parce qu'il est difficile d'évaluer objectivement si le contentieux fiscal d'une entreprise et les pratiques sous-jacentes indiquent un comportement illégal ou contraire à l'éthique, il n'est pas possible d'établir des pratiques minimales concrètes ou de prendre des décisions concernant l'éligibilité à B Corp sur la base des seuls montants du contentieux fiscal. Néanmoins, étant donné l'importance que revêt le paiement équitable des impôts au regard de l'impact global d'une entreprise, la transparence du contentieux fiscal et de l'approche de l'entreprise en matière d'impôts crée un certain degré de responsabilisation pour celle-ci et permet aux experts et aux parties prenantes externes d'évaluer ses pratiques, lesquelles pourraient être partagées par le biais du mécanisme de plaintes publiques de B Lab. Si un contentieux fiscal est en cours contre l'entreprise, cela peut être le signe que l'entreprise est impliquée dans un comportement contraire à l'éthique et peut justifier des mesures supplémentaires allant au-delà des exigences susmentionnées.

Autres cadres possibles pour l'évaluation des stratégies et pratiques fiscales

Pour élaborer le cadre présenté ci-dessus, notamment en ce qui concerne les structures et les stratégies fiscales des entreprises, B Lab a envisagé plusieurs autres cadres possibles qui, pour les raisons susmentionnées, ont été jugés insuffisants :

- (1) *Le taux d'imposition dans le pays où l'entreprise a son siège social.* De par sa nature, une entreprise internationale génère des revenus et des bénéfices dans plusieurs pays et peut avoir du personnel dans ces pays. Le fait de payer des impôts uniquement là où l'entreprise a son siège ne lui permettrait donc pas de se conformer de manière appropriée aux obligations qui lui incombent dans d'autres lieux où elle crée de la valeur ou exerce des activités.
- (2) *Le taux d'imposition du lieu de création de l'entreprise.* Bien qu'il soit important de prendre en compte les contributions uniques antérieures à la valeur d'une entreprise dans la juridiction où elle a été fondée, cette seule définition est insuffisante pour les mêmes raisons que la définition mentionnées précédemment, dans la mesure où l'entreprise ne contribuerait pas à la santé générale des sociétés où elle opère actuellement et génère des revenus et des bénéfices.
- (3) *Le taux d'imposition est de x %.* Il s'agit d'une question de politique publique et, en tant que telle, B Lab estime inapproprié d'identifier un taux d'imposition spécifique dans un cadre d'évaluation d'une entreprise qui est indépendant des codes d'imposition réels déterminés par un débat public et un processus législatif. La définition de B Lab se concentre plutôt sur la manière dont une entreprise doit agir compte tenu des codes des impôts en vigueur dans les juridictions dans lesquelles elle opère.
- (4) *Tout ce qui est légal peut être certifié.* La légalité et les exigences en matière de certification sont deux concepts différents. En raison des différences entre les codes des impôts des différentes juridictions, il est possible pour une entreprise de s'engager dans des stratégies juridiques qui ne sont pas conformes aux valeurs de la communauté des entreprises certifiées B Corporation. Une stratégie fiscale qui se conforme aux exigences de la certification doit donc permettre à une entreprise de gérer sa facture fiscale tout en remplissant les obligations de son contrat social en tant qu'entreprise d'envergure mondiale.

Conclusion et invitation

B Lab a conscience de la nécessité d'apprendre et de faire preuve de discernement dans l'application de ce cadre ; il s'agit d'un travail en cours et nous sommes ouverts aux commentaires critiques.

Par ailleurs, B Lab s'efforce, dans son processus d'élaboration des normes, de repérer les *meilleures* pratiques au-delà des pratiques *négatives*. Bien que nous reconnaissons clairement ce qui constitue des pratiques fiscales négatives susceptibles de disqualifier une entreprise de la certification B Corp, B Lab admet ne pas encore disposer d'une vision de ce qui constitue les meilleures pratiques en matière de politique fiscale. Nous attendons avec impatience les contributions des multiples parties prenantes afin de développer ces meilleures pratiques qui peuvent fournir à toutes les entreprises une feuille de route pour améliorer leurs pratiques fiscales dans une perspective de responsabilité sociale globale tout en restant compétitives.

Outre l'application de ce cadre pour la certification, B Lab estime qu'il est important, en matière de politique publique, de déterminer quels sont les taux d'imposition en vigueur dans chaque juridiction et d'examiner les implications du fait que les taux d'imposition varient d'une juridiction à l'autre, dans la mesure où les responsables politiques utilisent la politique fiscale comme un levier pour attirer les entreprises et stimuler le développement économique. B Lab espère que ce cadre, ainsi que les documents qui décrivent la manière dont B Lab l'a appliqué et tout autre document de transparence d'une B Corporation certifiée⁹, seront utiles aux autres parties prenantes qui souhaitent s'engager sur ces questions importantes dans le cadre d'une conversation réfléchie et constructive sur le rôle des entreprises dans la société.

Vous trouverez davantage d'informations sur l'Évaluation B Impact Assessment et les normes utilisées pour la certification des entreprises B Corporation [ici](#).

Pour découvrir comment B Lab élabore ses normes, reportez-vous aux informations sur le Conseil consultatif sur les Normes de B Lab en cliquant [ici](#).

Veillez envoyer vos commentaires ou vos questions à l'équipe de gestion des normes de B Lab à l'adresse suivante : standardsmanagement@bcorporation.net.

⁹B Lab reconnaît que certaines informations sont sensibles et que, même si elles sont divulguées à B Lab à des fins de certification, leur publication n'est pas appropriée. Sont considérées comme sensibles les informations susceptibles de porter préjudice à un litige, d'avantager un concurrent ou de faire peser sur une entreprise cotée en bourse une charge excessive en matière de communication d'informations.

Déclaration de B Lab concernant les sujets de controverse : Cadre pour l'évaluation des stratégies fiscales, des services de conseil fiscal et des contentieux fiscaux en vue de la certification B Corp

Cette déclaration est effective depuis juillet 2021 jusqu'à un nouveau jugement de la part du Conseil consultatif sur les Normes.